

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 395 BRESIL: Mgr CASALDÁLIGA MENACÉ D'EXPULSION

Honni par les investisseurs d'Amazonie, visé depuis des années par le gouvernement, dénoncé publiquement comme "communiste" par Mgr Sigaud, soumis en compagnie de Mgr Tomás Balduino à une enquête ecclésiastique suite aux dénonciations de Mgr Sigaud, l'évêque de São Félix do Araguaia (Mato Grosso), de nationalité espagnole, est aujourd'hui sous la menace d'une expulsion.

Bien que l'alerte sérieuse de juillet 1977 soit passée, on s'attend à ce que la mesure administrative prenne effet dans les mois qui viennent, sur décision présidentielle. (Cf. DIAL D 380).

Pour exprimer leur solidarité à Mgr Pedro Casaldáliga, des milliers de personnes se sont rassemblées le 18 septembre 1977 dans l'église de la Penha, à São Paulo. Un manifeste a été rendu public à cette occasion. C'est le document que nous publions ici. A l'issue de la manifestation pacifique qui s'était déroulée dans les rues avoisinantes, cinquante-neuf détentions avaient été opérées par la police. Les personnes arrêtées devaient être relâchées quelques heures plus tard.

(Note DIAL)

POUR LA JUSTICE ET LA LIBERATION

Avec tout le sens des responsabilités que lui confère la charge de secrétaire général de la Conférence épiscopale des évêques du Brésil (CNBB), Mgr Ivo Lorscheiter déclarait à la presse, le 30 juillet dernier, avoir reçu "de sources dignes de foi à Brasília et à Goiás l'annonce de l'imminence de l'expulsion du Brésil de Mgr Pedro Casaldáliga". Comme on le sait, Mgr Pedro est espagnol.

Une semaine auparavant, le 22 juillet, Thomas Capuano, missionnaire mennonite à Recife, quittait le Brésil après avoir été arrêté en compagnie du P. Lawrence Rosebaugh, également nord-américain. Tous deux menaient leur action pastorale auprès des mendiants de la ville (1). Remis en liberté quatre jours plus tard, ce missionnaire a été obligé de quitter le pays car le gouvernement brésilien avait refusé de lui renouveler son visa de séjour.

Au début de ce même mois de juillet, le ministre de la justice avait ordonné l'ouverture d'une enquête, par la Surintendance de la police fédérale de Pernambuco, aux fins d'expulsion du P. Romano Zufferey, suisse, qui travaille dans le Nord-est depuis plus de dix ans comme aumônier d'Action catholique ouvrière (ACO).

En réalité ces trois cas d'expulsion ou de menaces d'expulsion ne sont pas les premiers à viser les Eglises depuis 1964. Ils font partie d'une série dont la liste, tant d'étrangers que de brésiliens (ces derniers bannis ou exilés), s'établit comme suit.

Dès avril 1964, le P. Francisco Lage, ancien curé de la paroisse de Floresta, à Belo Horizonte (Minas Gerais), connu pour son action dans le mouvement syndical, a été arrêté, mis en procès et jugé. Condamné à vingt-huit ans d'emprisonnement, il a demandé asile à l'ambassade du Mexique, d'où il est ensuite parti en exil pour ce pays.

En 1966 était expulsé du pays le pasteur nord-américain Brady Tyson, accusé d'avoir donné à Ribeirão Preto (São Paulo) une conférence dans laquelle il critiquait le gouvernement brésilien.

Le 5 novembre 1967, l'Armée arrêta à Volta Redonda (Rio de Janeiro), le diacre français Guy Thibault, accusé d'avoir distribué des tracts qui traitaient de la situation ouvrière et analysaient la politique salariale du gouvernement. Son expulsion a été décrétée le 7 décembre.

Le 27 août 1968 a eu lieu l'expulsion du P. Pierre Wauthier, français, arrêté depuis le 18 juillet à l'occasion de la "grève d'Osasco" (São Paulo).

Accusée d'avoir protégé des éléments subversifs à Ribeirão Preto (São Paulo), la soeur Maurina Borges a été arrêtée en 1969 et bannie en 1971; elle se trouve au Mexique.

Frère Tito de Alencar Lima, religieux dominicain, arrêté à São Paulo en novembre 1969 sous l'accusation de subversion a été banni le 3 avril 1971 après avoir été expatrié au Chili.

Cette même année 1971, le P. José Pedandola, italien, qui exerçait son action pastorale auprès des pauvres du diocèse de Cratéus (Ceará), a été arrêté par la police fédérale et expulsé du pays.

Le P. José Comblin, belge, professeur à l'Institut de théologie de Recife (Pernambuco), connu pour ses déclarations en faveur des opprimés, a été, le 24 mars 1972, à son retour d'Europe, empêché par la police fédérale de débarquer au Brésil et mis dans un avion de retour.

En 1975, ce fut le tour du P. Francisco Jentel, français, qui travaillait en faveur des petits cultivateurs de la région de Santa Terezinha, aux confins du Mato Grosso, du Goiás et du Pará. Il a été arrêté, jugé et condamné; mais il devait être acquitté l'année suivante. Il s'était alors rendu en Europe. De retour au Brésil, muni d'un passeport en règle, il est allé à Fortaleza (Ceará). Bien que sous la protection du président de la CNBB, Mgr Aloisio Lorscheider, Jentel a été arrêté avant d'être expulsé le 15 décembre 1975.

Curé de Vila Rondon (Pará), le P. Giuseppe Fontanella, italien, a été accusé d'exciter les petits cultivateurs à occuper des terres privées. Il a été convoqué pour déposition au quartier général de la 8e Région militaire de Belém (Pará) et, le 8 décembre 1976, le décret d'expulsion était publié.

S'agirait-il, dans cette liste d'expulsions et de bannissements, de faits n'ayant aucun lien entre eux, chacun n'étant le fruit que de circonstances particulières? Bien au contraire. On constate la cohérence de ces actions répressives. Elles s'inscrivent dans la même ligne que les autres violences pratiquées contre des brésiliens et des étrangers, indépendamment de leur appartenance religieuse, dont l'action est considérée comme inconvenante par le gouvernement ou les groupes dominants.

Parmi les nombreux brésiliens arrêtés, torturés, jugés, condamnés et même assassinés, qu'on se rappelle seulement des cas les plus récents de répression contre des religieux qui ont eu lieu depuis juillet de l'année dernière. L'assassinat du P. João Bosco Burnier s'est produit au moment où, en compagnie de Mgr Pedro Casaldáliga, il protestait contre les tortures infligées à deux femmes innocentes par la police de Ribeirão Bonito (Mato Grosso). Pour l'heure, Mgr Estevão Cardoso Avelar, évêque de Conceição do Araguaia, dans le sud du Pará, est toujours inculpé à la suite d'un interrogatoire de plusieurs heures d'affilée, sous l'accusation de soulèvement du peuple de la région.

C'est également dans cette perspective qu'il faut envisager les actes de violence - stimulés par l'action répressive et par des campagnes de calomnie et d'insinuations lancées par les autorités - contre ceux qui luttent pour la justice. Deux cas plus récents, qui ont également concerné des religieux depuis juillet 1976, peuvent être donnés comme exemples. L'assassinat du P. Rodolfo Lukenbein, allemand, missionnaire chez les indiens, a été consommé quand il s'occupait de la délimitation de leurs terres. Mgr Adriano Hipólito, évêque de Nova Iguaçu (Rio de Janeiro), a été victime d'une agression sauvage et mystérieuse et, ensuite, sa voiture a été détruite par une bombe devant le siège de la CNBB à Rio de Janeiro. Dans ce dernier cas, on ne peut que trouver étrange la rapidité avec laquelle l'enquête a été classée sans suites, surtout si l'on compare avec le soin habituellement apporté à la répression des actes de l'opposition.

L'IDENTIFICATION AVEC LES OPPRIMÉS

Qu'ont donc fait ces chrétiens et les autres pour être ainsi pourchassés? Ils ont été arrêtés, expulsés, bannis, torturés et tués parce que, précisément, ils luttent aux côtés des pauvres, des humbles, des petits, des opprimés. Leur dévouement désintéressé montre leur amour pour les opprimés et constitue en même temps une dénonciation des diverses formes d'oppression. Leur comportement exemplaire - aux côtés des indiens, en soutien des petits cultivateurs, auprès des ouvriers et des gens marginalisés - rend manifestes quelques-unes des injustices institutionnalisées de la société brésilienne.

Par l'action et la parole des missionnaires, il est clair que l'extermination des indiens plonge ses racines dans l'appétit de lucre des propriétaires terriens et des grandes entreprises qui cherchent à s'approprier la terre qui reste encore aux populations natives. Plusieurs méthodes sont utilisées pour servir les intentions des exploiters: les routes pénètrent dans les réserves indiennes et découpent leurs propriétés; la violence atteint le niveau du massacre d'indiens et de leurs défenseurs; la politique d'"intégration" entraîne fatalement l'indien à se transformer en main-d'oeuvre durement exploitée dans les plantations d'hévéas et dans les grands domaines. Ce n'est pas seulement la survie des individus qui est en jeu; c'est tout un peuple qui est massacré pour lui voler ses terres, en le privant ainsi des possibilités élémentaires de cultiver ses valeurs et de conserver son identité.

Le dévouement actif de religieux catholiques, de pasteurs protestants et de laïcs - côte à côte avec les petits agriculteurs et les salariés ruraux - révèle la tragique situation de misère d'une grande partie de la population de la campagne. Ses terres, ses maisons, ses plantations sont rasées par la croissance sauvage du latifundium et des grandes entreprises agricoles. Ses conditions de vie et de travail deviennent plus dures. Contradiction tragique: alors que les faveurs économiques du gouvernement multiplient les têtes de bétail et augmentent les plantations, le petit cultivateur voit s'amincir l'alimentation des siens.

L'action de ces religieux se fait également sentir chez les ouvriers qui se trouvent au coeur de la production de la richesse brésilienne. Ils ont été attirés vers les villes pour remplir les emplois de l'industrie moderne qui s'est implantée dans notre pays. Venus de la campagne ou descendants de familles ouvrières qui se trouvaient déjà en ville, ils ont grandi en nombre. Ils ont vu et ils voient tous les jours, dans les usines où ils travaillent, la production augmenter en volume et en qualité. Ils ont vu et ils voient tous les jours leurs patrons s'enrichir d'une façon qui est une insulte. Ils ont vu et ils voient leur pouvoir d'achat diminuer par suite du blocage des salaires imposé par le gouvernement et de l'augmentation constante du coût de la vie. Ils ont vu et ils voient la nécessité dans laquelle ils sont de faire travailler leurs enfants moins âgés, au préjudice de leur développement normal et de leur éducation scolaire. Ils ont vu et ils voient leurs syndicats mutilés, sujets à intervention administrative constante de la part du gouvernement, et mis dans l'impossibilité de remplir librement leurs tâches essentielles de représentation et de défense de la classe ouvrière. Tout cela aboutit à ce que l'ouvrier est toujours plus sacrifié, victime de la famine et sans résistance aux maladies.

L'action de ces chrétiens révèle aussi l'oppression dont sont victimes les millions de brésiliens marginalisés de la vie économique, de la vie sociale et de la vie politique du pays. Qu'ils arrivent en ville parce qu'ils sont attirés par le mirage industriel ou parce qu'ils ont été expulsés de la campagne, ils sont les marginalisés urbains et les "bouffe-froide" (2). C'est une ironie d'entendre dire qu'il y a des gens marginalisés - sans emploi fixe et sans rémunération appropriée - parce que la population augmente trop vite. La réalité est différente: pour que soit possible la concentration de la richesse dans les mains d'une minorité, il ne suffit pas de diminuer le pouvoir d'achat; il faut aussi entretenir un important volant de population qui, lorsqu'elle est embauchée, l'est à n'importe quel prix, et qui, lorsqu'elle n'est pas embauchée, constitue la réserve dont se prévalent les patrons pour mettre les travailleurs en concurrence sur un même emploi. Il existe ainsi une part très importante de la population des grandes villes qui ne trouvera jamais de travail ou qui, si elle en trouve, s'occupera vaille que vaille comme marchands des quatre-saisons, vendeurs ambulants, gardiens de voiture, et cela sans garantie. Quant aux ouvriers agricoles qui se rassemblent dans les petites villes ou les villes moyennes et qui sont cyniquement appelés "bouffe-froide" (2), ils sont les victimes du "chat" (3) qui les contracte comme des animaux de trait au service des propriétaires terriens et des entreprises rurales. Réduits à la recherche quotidienne d'un travail, les "bouffe-froide" ne bénéficient pas de la garantie du salaire minimum ni de la protection - même précaire - des lois du travail; ils sont dépourvus de toute assistance et frustrés de leurs droits aux soins médicaux et à la sécurité sociale. A ces catégories sociales il faut ajouter les femmes qui sont doublement exploitées: elles reçoivent des salaires moindres pour un travail égal à celui de l'homme; et elles portent en plus le poids des tâches familiales. Il y a aussi ceux qui, atteinte une certaine limite d'âge, sont précocement licenciés parce que leurs patrons savent qu'une immense armée de jeunes sont à la recherche d'un emploi et que les jeunes produiront davantage pour un salaire moindre. La multitude des marginalisés augmente, dans les grandes et petites villes, à mesure que grandit la richesse du pays.

(2) Ouvriers agricoles qui se regroupent dans les petites villes de l'intérieur du pays et attendent d'être contractés à la journée, ou à la tâche. (N.d.T.)

(3) Recruteur de main-d'oeuvre agricole au service des grands domaines ruraux. (N.d.T.)

LES EXIGENCES DE L'EVANGILE

L'identification de ces religieux aux opprimés est le fruit de leur acceptation des exigences de l'évangile. Ils sont pourchassés parce qu'ils partagent le combat des opprimés contre l'injustice. Ils partagent aussi leurs espoirs de libération. Eux, témoins fidèles, et nous, solidaires avec eux, nous savons que la persécution de l'Eglise existe parce que celle-ci est appliquée à la transformation du monde et s'emploie à transmettre la Bonne Nouvelle de la libération là où existe l'exploitation des hommes en chair et en os, dans les réalités d'aujourd'hui. Nous avons aussi que l'Eglise ne subit pas la persécution quand elle s'accommode des injustices en se contentant de travailler dans l'espace tranquille des sacristies et d'aspirer à une spiritualité abstraite, sans lien avec les problèmes actuels.

C'est la recherche évangélique de la justice qui, à travers la répression contre ces religieux, est rejetée par le gouvernement. Une recherche évangélique enracinée dans la Parole de Dieu:

"Heureux êtes-vous si l'on vous insulte, si l'on vous persécute et si l'on vous calomnie de toutes manières à cause de moi" (Matthieu 5,11).

"Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes" (Actes 5,29).

"J'ai eu faim et vous m'avez donné à manger, j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire, j'étais un étranger et vous m'avez accueilli, nu et vous m'avez vêtu, malade et vous m'avez visité, prisonnier et vous êtes venus me voir. En vérité, je vous le dis, dans la mesure où vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait" (Matthieu 25, 35-36-40).

"L'Esprit du Seigneur est sur moi, parce qu'il m'a consacré par l'onction. Il m'a envoyé porter la bonne nouvelle aux pauvres, annoncer aux captifs la délivrance, aux aveugles le retour à la vue et rendre la liberté aux opprimés" (Luc. 4, 18).

"Le salaire dont vous avez frustré les ouvriers qui ont fauché vos champs, crie" (Jacques 5, 4).

"Ne savez-vous pas quel est le jeûne qui me plaît? oracle du Seigneur Yavé: rompre les chaînes injustes, délier les liens du joug, renvoyer libres les opprimés, briser tous les jougs" (Isaïe 58, 6).

"Si quelqu'un dit: J'aime Dieu, et qu'il déteste son frère, c'est un menteur" (I Jean 4, 20).

"On t'a fait savoir, homme, ce qui est bien, ce que Yahvé réclame de toi: rien d'autre que d'accomplir la justice, d'aimer avec tendresse et de marcher humblement avec ton Dieu" (Michée 6, 8).

L'ASPIRATION DEMOCRATIQUE DU PEUPLE

C'est parce qu'ils partagent les aspirations du peuple que les missionnaires sont pourchassés. Ils subissent le même sort que les nombreux autres - ouvriers, étudiants, journalistes, enseignants, hommes politiques, etc. -, brésiliens ou non, qui ont été bannis du pays ou contraints de s'enfuir parce qu'ils avaient eu l'audace de se joindre au peuple dans son combat contre l'exploitation et l'oppression.

Si certains missionnaires sont menacés d'expulsion et si de nombreux autres ont déjà été expulsés, le vrai et grand expulsé, et cela depuis bien longtemps déjà, c'est le peuple lui-même, en particulier les plus humbles, ceux qui ont été chassés de leurs terres ou massacrés dans leurs villages, obligés à la mendicité ou soumis à des salaires de famine, mourant à petit feu dans les

périphéries des villes, exposés en permanence à la répression policière ou à la violence des patrons, interdits d'association, menacés et intimidés quand ils osent revendiquer leurs droits les plus élémentaires.

Il ne suffit pas d'exiger que le gouvernement mette fin aux actes arbitraires dirigés contre les missionnaires. Les actes arbitraires continueront dans la mesure où demeurent les structures d'injustice qui les font naître. Et ces structures ne seront changées que lorsque le peuple aura la possibilité de proposer et d'introduire les changements qui lui sont profitables. Il est donc indispensable de faire aboutir l'aspiration démocratique de la Nation, pour que le peuple puisse créer et intégrer ses propres organisations syndicales, professionnelles, politiques et autres. C'est alors qu'il sera possible d'édifier une société basée sur le respect des droits de tous et de s'acheminer vers la communion et la paix entre les hommes. Notre engagement est celui des missionnaires persécutés: continuer aux côtés du peuple dans ce difficile et long cheminement.

São Paulo, le 18 septembre 1977

Commission Justice et Paix de São Paulo
Coordination oecuménique de service (CESE)
Commission diocésaine de la pastorale des droits de l'homme et des marginalisés
Commission diocésaine de la pastorale de la banlieue
Commission diocésaine de la pastorale du monde du travail
Commission diocésaine de la pastorale des communautés de base
Commission oecuménique du diocèse de São Paulo
Renovation chrétienne de São Paulo
Secrétariat Justice et Non-violence
Front national du travail (FNT)
Action catholique ouvrière (ACO)
Commission des mères de famille pour la défense des droits de l'homme
Mouvement féminin pour l'amnistie
Centre brésilien des études sur la santé (CEBES)
Association des sociologues de l'Etat de São Paulo (ASESP)
Association des professeurs de l'Université catholique (APROPUC)
Association des professeurs de l'Ecole d'administration d'entreprises de São Paulo de la Fondation Getúlio Vargas
Directoire central des étudiants de l'Université catholique (DCE-libre)
Directoire central des étudiants de l'Université d'Etat (DCE-libre)
Centre académique de l'Ecole d'administration d'entreprises de São Paulo de la Fondation Getúlio Vargas

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement: France 150F - Etranger 175F (avion: tarif spécial)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: n° 56249 - ISSN: 0399-6441